



Church and Peace

Church and Peace est un réseau interconfessionnel et international de communautés, Églises et organisations pour qui le témoignage en faveur de la paix est l'une des caractéristiques essentielles de l'Église de Jésus-Christ.

Une Europe forte signifie changer de paradigme : à la place de la 'sécurité par la dissuasion' mettre en œuvre une compétence non militaire en matière de conflits

Prise de position du réseau européen de Church and Peace à propos de la nouvelle stratégie pour les affaires étrangères et la politique de sécurité de l'UE

Schoeffengrund, 1 juillet 2016 - En réponse aux crises actuelles, Federica Mogherini, Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, plaide pour une Europe forte, qui prend plus de responsabilités pour sa sécurité « avec une capacité de dissuasion, de réponse aux menaces de l'extérieur et de protection contre ces menaces ¹ ».

« Pour nous, 'une Europe forte' - signifie : la sécurité en matière de justice sociale, le respect des droits de l'homme, le développement durable, l'accueil et la protection des personnes menacées, des relations justes avec les pays du monde entier - et un renforcement important et conséquent de la gestion civile des conflits » dit Antje Heider-Rottwilm, présidente du réseau européen de Church and Peace, en guise de réaction à la nouvelle stratégie de sécurité et de politique extérieure de l'UE présentée le 28 juin par Mogherini.

Mogherini prétend qu'une Union crédible a surtout besoin de plus d'investissements en matière de défense. Face à cela, le réseau demande aux églises et aux organisations de paix, aux églises et communautés venant de 14 pays européens - des personnes ayant une compétence de longue date dans la gestion des conflits civils et des interventions non-violentes - un changement conséquent de paradigme allant vers des stratégies non militaires de prévention et d'intervention.

Il ne s'agit pas de continuer à investir des compétences et des moyens financiers dans le développement du système des armes pour repousser les réfugiés ou d'autres tâches qui - selon le traité de Lisbonne - ne sont pas du tout dévolues à l'armée. Le développement des armes, leur production et leur commerce engagent des ressources, blessent les droits humains et créent des conditions pour des exécutions illégales, par exemple au moyen de drones ou encore lors de conflits brutaux à l'intérieur des états et du terrorisme - au lieu d'être un lieu de croissance et d'emplois comme l'affirme Federica Mogherini.

De plus, la relation entre une politique de sécurité cohérente propre à l'UE et la politique discutable de l'OTAN n'est pas claire.

Antje Heider-Rottwilm demande que les compétences et les finances de l'Union Européenne s'investissent enfin dans des développements significatifs de mécanismes de désescalade et de gestion civile des conflits.

Il faut saluer le projet d'un concept cohérent de la politique extérieure, de développement, climatique et des droits humains dans certains aspects du concept de Mogherini, comme par exemple sous le titre 'Accès inclusif aux conflits' sur la base d'une action à tous les stades du cycle d'un conflit ou le mot-clé 'la paix préventive'. ²

Pourtant, en mettant l'accent sur les options militaires y compris les ressources correspondantes humaines et financières, on rate une chance de développer une stratégie adéquate, tournée vers l'avenir, pour une Europe forte.

L'Europe ne devrait ni creuser le fossé, ni repousser, ni contribuer à créer des raisons de fuir, ni s'isoler en termes militaires. L'Europe devrait contribuer de par sa politique intérieure et extérieure, à installer la confiance et la sécurité pour tous, en investissant dans des conditions de vie stables pour des personnes de sexe, d'âge et d'origine différentes en Europe et dans le monde, dit la présidente de Church and Peace.

Contact: Antje Heider-Rottwilm: +49 172 5162 799

¹ Shared Vision, Common Action: A Stronger Europe - A Global Strategy for the European Union's Foreign And Security Policy, P. 22, http://eeas.europa.eu/top_stories/pdf/eugs_review_web.pdf

² v.ci-dessus, P. 31 et 32